

le P. C. prépare l'avènement des Soviets avec ses comités de Front Populaire. Mais dans cette atmosphère idyllique une seule note discordante : les menaces de conflits de salaires de prolétaires lassés des promesses « d'humanisation » des décrets-lois. A grand peine la C. G. T. avait liquidé la menace d'une grève générale des mineurs du Pas-de-Calais, menace qui pouvait tomber comme un pavé dans une mare entre les deux tours électorales. Après la victoire du Front Populaire des mouvements se déterminent progressivement jusqu'à embrasser ces derniers temps l'ensemble de la région parisienne. Un journaliste belge a fait remarquer très justement que les mouvements en France se sont déclenchés un peu sur le type des grèves de mai 1936 en Belgique ; en dehors et contre les syndicats, en somme comme des mouvements « sauvages ». Le caractère même de ces grèves, l'occupation des usines, qui n'est en rien comparable à ce qui s'est passé en Italie, est identique à l'occupation des puits par les mineurs de Charleroi. Ici comme là la première préoccupation des dirigeants syndicaux et socialistes est de faire cesser les mouvements qui compromettent leurs positions gouvernementales.

Dès le 11 mai des grèves éclatent au Havre et à Toulouse dans des usines d'aviation où les ouvriers font la grève dans l'usine et obtiennent satisfaction pour ce qui est de la reconnaissance des délégués syndicaux par les patrons et le réengagement d'ouvriers licenciés pour avoir manifesté le 1er mai.

A partir du 14 mai, le mouvement atteint la région parisienne. C'est à Courbevoie, où les ouvriers font la grève dans l'usine et arrachent 0.25 fr. d'augmentation et un contrat collectif de six mois. C'est à Villacoublay où les ouvriers obtiennent des vacances payées, puis à Issy-les-Moulineaux, à Neuilly, à Genevilliers.

Partout les mouvements se déclenchent en dehors de toute intervention des syndicats, spontanément, et acquièrent tous le même caractère : des grèves au sein de l'usine.

Le jeudi 28 mai, c'est enfin la grève chez Renault, où 32,000 ouvriers se mettent en branle. Le vendredi et samedi les entreprises métallurgiques de la Seine entrent dans le mouvement.

Ce n'est pas par hasard que ces grandes grèves se déclenchent dans l'industrie métallurgique en débutant par les usines d'avions. C'est qu'il s'agit de secteurs qui travaillent aujourd'hui à plein rendement, du fait même de la politique de réarmement suivie dans tous les pays. Ce fait ressenti par les ouvriers fait qu'ils ont dû déclencher leurs mouvements pour diminuer le rythme abrutissant de la chaîne; améliorer leurs salaires; obtenir un contrat collectif de travail et la reconnaissance des syndicats par le patronat; des vacances payées, sur la base d'une intensification du travail en métallurgie qui se fait en fonction de la guerre. C'est donc là un paradoxe douloureux dont les ouvriers ne sont pas responsables mais qui revient aux forces du capitalisme qui ont réduit les travailleurs à cette situation.

Mais, dès samedi, une détente se manifeste, un accord intervient chez Renault, au moment où des usines sont à peine touchées par le mouvement et que le nombre des grévistes restant s'élève approximativement à 80,000. Il est certain que la C. G. T. fera l'impossible pour arrêter l'extension du mouvement et le liquider au plus vite.

Chez Renault qui fut l'axe du conflit dans la région parisienne, les ouvriers obtiennent une promesse d'examen dans le délai le plus court du relèvement des salaires en dessous de 4 fr. (combien sont-ils chez Renault?); une demi-journée de grève payée; aucune sanction pour fait de grève; la reconnaissance du syndicat des métaux au travers de l'élaboration d'un contrat collectif au sujet duquel des pourparlers auront lieu entre ouvriers et patrons. Dans des entreprises moins importantes (Genevilliers, 15,000 ouvriers) le succès est réel, car les prolétaires obtiennent 1 fr. à 1.50 fr. d'augmentation, la reconnaissance des délégués d'atelier, les heures de grèves payées et des vacances payées. Dans presque toutes les petites entreprises le